



## **Agression du Café Laïque Bruxelles. Analyse d'un mode opératoire de nature terroriste**

**Par Florence BERGEAUD-BLACKLER**

Dr (HDR) Chargée de recherche CNRS  
Groupe Sociétés, Religions, Laïcités UMR 8582 - EPHE/CNRS  
Paris Sciences et Lettres Université (PSL University)

Le Café Laïque Bruxelles situé dans le quartier européen Schuman a été l'objet d'une attaque coordonnée de trans-activistes se faisant appeler « collectif Ursula ». Vers 19h00, un groupe d'une vingtaine de personnes, hommes et femmes, jeunes, encapuchonnées et masquées ont tenté d'empêcher une conférence donnée par les pédopsychiatres psychanalystes françaises Caroline Eliacheff et Céline Masson. Ces dernières alertent depuis plusieurs années sur les dérives du « transgenrisme » qui cherche à influencer les mineurs pour qu'ils s'engagent dans des changements corporels et psychologiques parfois irréversibles.

Le Café Laïque Bruxelles est un espace privé ne recevant aucune subvention. Nous l'avons ouvert en Mars 2023, avec la belge Fadila Maaroufi, titulaire d'un master en anthropologie et conférencière, et moi-même, anthropologue au CNRS pour porter la parole laïque au cœur des institutions européennes. Il ne représente ni une université, ni un établissement public, ni une autorité politique, ce qui n'a pas empêché ce groupe de forcer l'entrée en masse, de hurler, de bousculer et de déverser sur le sol une litière d'excréments. Le choix du lieu, un café privé, montre que l'action n'est pas d'ordre politique mais de nature terroriste. L'action peut désormais se passer n'importe où y compris chez un particulier.

J'insiste. Il ne s'agit pas ici d'agitation ou de charivari, il faut employer le mot : c'est du terrorisme. Il s'agit de semer la terreur dans les esprits et d'empêcher toute initiative intelligente de débats où qu'elle se produise.

Tous les terroristes graduent leurs attaques car la violence est le moyen comme la fin, et on connaît le problème au Café Laïque puisque nous y parlons souvent d'islamisme.

Si nous voulons que le débat contradictoire ne soit pas considéré comme une vieille habitude ringarde alors qu'il est la condition première et fondamentale de la démocratie il nous faut, nous chercheurs, enseignants, universitaires et experts, apprendre à nous protéger et à déjouer les modes opératoires de ces groupes censeurs qui en se démultipliant en petites entités intersectionnelles seront de plus en plus nombreux à le perturber.

Il n'est pas toujours possible de compter sur les forces de l'ordre pour des raisons politiques, budgétaires ou même de compréhension de la menace. Le 15 décembre au Café Laïque, la police belge était dans le secteur (une centaine de mètres) en raison de la tenue d'un sommet européen, mais elle n'avait (nous a-t-elle dit) pas la capacité de faire une ronde autour du café par manque d'effectif d'une part mais aussi parce que la menace n'était pas jugée importante. Nous avons pourtant prévenu, très à l'avance, de la possibilité d'événements indésirables autour de la conférence en raison des pressions déjà subies par nos deux invitées en France et en Suisse. Selon le policier que nous avons eu au téléphone la menace était, pour ces groupes, évaluée par l'OCAM (la sûreté de l'État belge) à 1/5 et il n'y avait donc pas lieu de dépêcher des forces de police pour ce type d'événement.

Nous avons donc dû assurer la sécurité nous-mêmes. Mais nous avons affaire à un groupe manifestement très bien organisé.

Le mode opératoire semblait assez bien maîtrisé, l'action en elle-même s'est déroulée en quelques minutes avant que la police appelée en urgence ne se rende sur les lieux. Celle-ci a pu tout de même interpellé deux jeunes militantes belges.



L'action débute bien avant le passage à l'acte violent.

#### *Acte 1 : on intimide*

Elle débute par l'intimidation ; l'interpellation de l'organisateur sur un réseau social et/ou par email. Le mail étant privé et permettant d'identifier l'auteur je ne peux pas en donner le contenu. Ensuite au moins un compte anonyme contacte l'organisateur sur un ton plutôt poli mais assez ferme « vous ne devez pas inviter X, car il est « transphobe » car etc. ou parce qu'il il a participé à tel événement « transphobe » etc. Si vous le faites, alors ne vous étonnez pas d'être traité vous aussi de « transphobe » ».

L'organisateur n'ayant rien trouvé qui soutienne ces allégations, il fait savoir que la conférence se tiendra. Il est alors accusé de transphobie à son tour sur les réseaux sociaux par une nuée de « trolls » (comptes anonymes qui agissent en cliques ou en meutes), de façon plus directe et désagréable, appuyée par des insultes. Il ne faut pas à ce stade surenchérir car le groupe se renforce et devient de plus en plus agressif. L'organisateur demande de cesser cet échange qui n'amène nulle part, les activistes accusent alors l'organisateur d'avoir refusé le dialogue et commence alors le processus de victimisation : « on n'a pas voulu nous écouter, il faut bien que l'on se fasse entendre » destiné à justifier l'action violente de l'acte 2.

#### *Acte 2 : on passe à l'action violente*

Le jour de l'événement, le mode d'intervention violent planifié est appliqué. Il s'agissait ici de grouper une vingtaine de militants hors du café et d'en infiltrer deux et à l'appel des deux infiltrées de faire irruption, certains pour hurler et bousculer quand d'autres déversaient des excréments et d'autres collaient des affiches injurieuses sur la vitrine.

Ayant forcé l'entrée, le groupe déclare son appartenance à un collectif. Il envahit brutalement le lieu, dans un fracas assourdissant destiné à saisir les participants sagement assis. Nous sommes dans un café privé, rappelons-le, et les attentats sont malheureusement devenus fréquents en Europe. Le groupe balance des tracts de « revendications » en écriture inclusive que l'organisateur pourtant prévenu n'aurait soi-disant pas voulu entendre. Grâce à ces tracts jetés à la figure, les envahisseurs n'ont même pas besoin de dire pourquoi ils sont là, ils sont dans un assaut, une action illégale et ils ne sont pas venus discuter. D'où leur hystérie quand on leur tend le micro. « Ils buggent » comme on dit. Nous n'avons pas affaire à des êtres de parole, c'est aussi ça qui est perturbant.

Dans ce tract on peut donc lire que le collectif se fait appeler « Ursula ». Il demande que l'on cesse les « thérapies de conversion », accuse les intervenantes d'être transphobes sans le moindre argument factuel, reproche au Café laïque d'être transphobe, mais aussi raciste en raison des personnalités invitées (étaient citées quelques-uns des conférenciers invités par le Café Laïque P.Bruckner, P.Vermeren, N.Heinich). Cesser les thérapies de conversion signifie pour eux que les médecins ne devraient pas être habilités à suivre des enfants qui ont décidé parfois soudainement de changer de sexes. Or c'est bien ce qui est inquiétant dans ce que nous rapportent Caroline Eliacheff et Céline Masson, la soudaine montée de désir de changer de sexe qui touche statistiquement tous les collègues et lycées, et notamment une grande majorité de filles. Se poser la question de ce phénomène soudain serait donc suspect de transphobie ?

Si l'organisateur essaie de discuter de ce qui est inscrit en écriture inclusive sur le tract en leur tendant le micro, c'est le silence ou les hurlements du même slogan en boucle. Ici il est possible que les perturbateurs n'aient pas souhaité dévoiler leur accent, sachant que grâce aux masques covid, aux capuches et aux écharpes sombres d'une soirée hivernale à Bruxelles, ils avaient fait en sorte de ne pas être formellement identifiables. Mais ce n'est pas seulement ça. Ne pas s'exprimer, apparaître inhumain fait partie de l'agression.

Il ne s'agit pas de se faire entendre d'une institution pour des revendications politiques mais d'empêcher des conférencières de parler où qu'elles aillent et d'impressionner le public pour qu'ils ne prennent pas le risque pour lui-même ou ses proches de fréquenter des lieux où l'on débat de ces questions sérieuses et graves que sont le transactivisme, le wokisme ou l'islamisme.



Alors que veulent-ils vraiment ? Que l'Observatoire de la petite Sirène cesse d'être transphobe et que le Café Laïque cesse d'être islamophobe. Mais à cette revendication nous ne pouvons répondre qu'une seule chose et invariablement : on ne peut pas cesser d'être ce que l'on n'est pas.

Mais ils ne peuvent pas l'entendre, enfermés qu'ils sont dans leur certitudes que le débat contradictoire n'est qu'un mot pour les faire taire. Savent-ils encore parler ? Le mode opératoire qu'ils emploient les dispense de cet effort. Et même de ça on ne peut pas parler.

*Acte 3, on monte d'un cran pour la prochaine fois*

Chaque attaque provoquant des réactions relance la machine auto-victimaire, les réseaux renchérissent d'insultes et certains justifient les slogans accusateurs, faisant monter d'un cran la poussée de violence. L'image est très importante. On dénonce, on marque et... on justifie la destruction. C'est comme ça qu'on a découvert un tweet qui montre les dégâts et le marquage de la vitrine du Café « café raciste et transphobe » avec comme commentaire : "quel est le problème, ils ont bien écrit que le café est raciste et transphobe. Donc ils ont le droit. Et sont même super indulgents. Ils auraient pu le brûler car ils en ont aussi le droit"



C'est ça la terreur.

*Le Café Laïque condamne ces agissements à caractère terroriste qui visent à empêcher le débat contradictoire qui est pourtant au cœur de notre vie démocratique. Le Café Laïque réaffirme son soutien aux conférencières, il a déposé plainte contre les intimidations, les violences et calomnies proférées par le groupe auquel le micro a pourtant été tendu.*